
Le refus islamiste

Ali Jarbawi

A côté du mouvement Hamas qui est très connu, il existe, en Palestine, trois autres mouvements islamistes: le parti de Libération islamique, le Jihad islamique et le Jihad islamique Baït Al Maqdess. Malgré leurs relations conflictuelles et concurrentielles, ces quatre organisations ont adopté une position concertée en opposant un refus catégorique à l'accord du 13 septembre sur la base de l'illégitimité de principe de la conclusion d'une paix avec Israël et de l'interdiction de la cession d'une terre musulmane aux Juifs. Cette position commune n'exclut pas des divergences d'ordre tactique sur les modalités de ce refus en fonction des événements qui pourraient se produire dans les prochains mois.

Le parti de Libération islamique est le plus ancien des quatre. Comme Hamas, il est issu des Frères musulmans et a été fondé à Jérusalem en 1953 par le Cheikh palestinien Takieddine An-Nabhani formé à l'Université du Caire. S'il poursuit les mêmes objectifs que Hamas — la réislamisation de la société — il s'en sépare complètement sur le plan des moyens; là où Hamas pense qu'il convient d'agir dans la durée et par l'éducation des masses, le PLI prône une démarche révolutionnaire de prise du pouvoir pour établir un Etat islamique qui appliquera les lois coraniques. Dans cette problématique, la question palestinienne n'a jamais été considérée comme une question prioritaire; c'est un des problèmes que l'Etat islamique aura à résoudre une fois qu'il sera établi. Après la guerre de 1967, le PLI a gelé son action dans les Territoires occupés et plus particulièrement en Cisjordanie où il développait un activisme intense jusqu'il ne pouvait plus mener à terme sa stratégie de conquête du pouvoir par le haut. Ce n'est qu'à la fin des

années 1980 que ce parti reprendra timidement quelques activités limitées aux prêches dans les mosquées et à la distribution de tracts.

Le PLI a opposé aux négociations de Madrid un refus catégorique considérant que *“la réconciliation avec les Juifs est une trahison vis à vis de Dieu, de son Prophète, de sa religion et de tous les croyants... elle ne peut être opposable aux musulmans ... il est préférable que la Palestine demeure occupée durant des dizaines d'années plutôt que de signer un accord de paix avec les juifs conduisant à des concessions territoriales”*¹. Le PLI n'est pas un mouvement influent mais sa position est cependant venue renforcer l'opposition islamiste globale à l'accord du 13 septembre.

Le Jihad islamique de Palestine est une petite organisation qui dispose cependant d'un crédit et d'une influence sans commune mesure avec le nombre de ses militants. Considéré comme la seconde force islamiste dans les Territoires, derrière Hamas, il est perçu comme son principal concurrent dans les années à venir. Il tire cette force de son activisme politique et paramilitaire contre l'occupation israélienne; les premières cellules de cette organisation sont apparues à Gaza en 1979, au moment de la révolution iranienne et de l'émergence de mouvements islamistes révolutionnaires, notamment en Egypte. Toujours basé à Gaza, le Jihad demeure de faible envergure en raison justement de son caractère radical. Partageant avec Hamas et le PLI les principes politiques fondamentaux — la construction d'un Etat islamique et l'application des lois coraniques — le Jihad s'en sépare par sa stratégie d'action qui fait une grande place à la lutte armée. Il puise ainsi, à la fois, dans les principes des mouvements islamistes et dans ceux de certaines organisations laïques palestiniennes.

Cette orientation l'a contraint à entrer dans la clandestinité et à se structurer en petites cellules avec des militants dont le recrutement est très soigneusement filtré. S'il n'est donc pas une organisation de masse, il bénéficie cependant, de plus en plus, du respect d'une partie de la population en raison de la nature des actions qu'il a menées contre les forces d'occupation israéliennes et qui, dans une certaine mesure, ont contribué au déclenchement de l'Intifada. Durant les premiers mois de cette révolte, le Jihad a bénéficié d'une large audience dans les Territoires, ce qui n'a pas manqué de gêner les Frères musulmans. Soumis à une très sévère répression associant le bannissement et l'emprisonnement, le mouvement a été affaibli et contraint de se déplacer à l'extérieur des Territoires, en particulier au Liban.

Dans leur majorité, les membres du Jihad sont opposés à toute idée de négociation avec Israël. A l'occasion du cinquième anniversaire de l'Intifada, le mouvement a diffusé un message de son secrétaire général, Fathi Chakki, (qui fût banni en 1988) dans lequel il déclare: *“Les participants à la conférence de la trahison dont le but est l'enterrement de la cause palestinienne vous considèrent comme une minorité*

nationale condamnée à vivre au sein d'une population à majorité juive en attendant le moment où vous serez bannis de votre patrie et de Jérusalem... réalisant ainsi le projet occidental-sioniste de domination sur toute la région et sur notre nation".² Seule une petite fraction du Jihad, conduite par le cheikh Asaad Tamimi qui apparaîtra plus tard comme l'Emir du Jihad islamique Baït Al Maqdess, a accepté de venir à la réunion du CNP qui a décidé de participer à la conférence de Madrid.

Depuis le début des négociations, le Jihad a conservé sa position et s'est, à maintes reprises, associé à d'autres mouvements d'opposition tels que Hamas, le FPLP et le FDPLP pour dénoncer la poursuite du processus. Il était donc évident que le Jihad s'opposerait à l'accord israélo-palestinien qui selon son secrétaire général "*aura pour conséquence la domination d'Israël sur l'ensemble de la région*".³ Sur le terrain, cette attitude de refus s'est traduite par une recrudescence d'opérations armées comme l'attaque de Wadi El Qalat au cours de laquelle deux Israéliens furent tués. Par ailleurs, le Jihad a cherché à nouer des alliances avec les autres groupes opposés aux accords afin de constituer un front plus efficace. C'est ainsi qu'à la suite de plusieurs réunions organisées à Damas, le Front national démocratique islamiste a été créé; ses objectifs sont de prendre le pouvoir au sein du mouvement palestinien, d'annuler l'accord et de reconstruire l'OLP sur d'autres bases.⁴ Parallèlement, la création d'un commandement unifié de l'Intifada a été annoncé pour renforcer le soulèvement au moment précis où le Fath annonçait la fin de la lutte armée conformément aux termes de l'accord conclu avec Israël.⁵ Dans cette perspective, des cellules de ce front auraient, d'ores et déjà, été mises en place dans les Territoires.⁶

Compte tenu de la nature de ce mouvement dont la doctrine est fondée sur des références théologiques, il paraît bien peu probable que sa position puisse changer quelle que soit l'évolution de la conjoncture et les attitudes de ses alliés. Mais, en tout état de cause, son influence demeure très faible sur la politique palestinienne.

Le Jihad Islamique Bait Al Maqdess a pris part au CNP qui a décidé d'aller à Madrid. Cette participation a permis la prise en compte des islamistes palestiniens à cette réunion et surtout le maintien de six membres de ce courant, dont le cheikh Tamimi, au sein du CNP après le début des négociations. Il a également conservé trois sièges au sein du comité central de l'OLP offrant à Yasser Arafat une caution dont il avait bien besoin.⁷

Cependant si le cheikh Tamimi a réussi à justifier son acceptation des négociations de Madrid, il n'a pas pu ou pas voulu approuver l'accord israélo-palestinien et a annoncé en tant qu'Emir le retrait de son mouvement de toutes les instances de l'OLP.⁸ Dans le même temps, son fils Nader Tamimi, mufti de l'armée de libération de la Palestine et membre du Jihad islamique Bait Al Maqdess, a émis une

fatwa le jour même de la signature de l'accord de Washington proclamant que: *“le renoncement au moindre pouce de la terre de Palestine est un acte de trahison et d'apostasie étant donné le caractère sacré de cette terre.”*⁹

Avec la démission du cheikh Abdelhamid Assayaa, islamiste indépendant, de la présidence du CNP, la direction de l'OLP a perdu le dernier atout qui lui servait de légitimation à l'égard de la mouvance islamiste.¹⁰

Hamas, entre croyance religieuse et pragmatisme politique

Depuis sa création en 1987, Hamas s'est rapidement imposé comme le principal mouvement d'opposition au Fath. Il tire sa légitimité de trois facteurs décisifs. D'abord, son action de résistance contre l'occupant notamment grâce à l'efficacité de son aile militaire connue sous le nom de Kataeb Ezzedine El Qassam; son rôle dans le soulèvement et la longue liste de ses militants emprisonnés ou bannis lui ont assuré le respect et le soutien sans faille de la population. Ensuite la qualité des services qu'il assure auprès des habitants pour répondre à leurs besoins vitaux et les aider à surmonter les multiples difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne; Hamas a ainsi créé un vaste réseau de structures sociales et éducatives implantées partout en Cisjordanie et à Gaza: crèches, jardins d'enfants, centres médicaux, clubs de jeunes, centres de recherches dans de nombreux domaines etc.

Enfin quand cela s'avère nécessaire Hamas sait faire preuve d'un certain pragmatisme, d'une certaine modération dans ses relations avec les autres courants politiques et, surtout, d'un respect pour le pluralisme, exigence essentielle dans une société qui a toujours cherché à sauvegarder sa cohésion nationale pour se renforcer face à l'occupation. En l'absence d'un pouvoir central susceptible d'assurer une régulation, il revient à chacun des mouvements en présence de contribuer à la préservation de l'unité nationale; dans cette perspective, après les tentatives d'hégémonie qui ont marqué les débuts, Hamas a su réviser ses méthodes et les adapter à la situation.

Il a également adopté un certain pragmatisme idéologique en apprenant à distinguer la stratégie de la tactique dans son action politique comme le montrent les multiples alliances qu'il a conclues avec des mouvements laïques. Tous ces éléments lui ont permis d'acquérir une image positive et de connaître une spectaculaire augmentation du nombre de ses sympathisants. Cette évolution a procuré aux Frères musulmans un respect et une audience et, par là, une

légitimité jamais égalée auparavant.

Ce succès s'est traduit par de très bons résultats (allant de 30% à 50% des suffrages) dans diverses élections comme celles de représentants syndicaux, de délégués des étudiants aux conseils d'université, de membres de Chambres de commerce...¹¹ Lorsque Hamas a été contacté pour participer au vingtième CNP, il n'a pas opposé de refus de principe mais il a exigé 40% des sièges et que l'OLP renonce au processus de paix.¹²

Au moment où James Baker, le secrétaire d'Etat américain, effectuait ses premières navettes dans la région pour enclencher ce processus et fixer les détails de la procédure, Hamas travaillait à se forger une légitimité par rapport à l'OLP et à l'ensemble des forces nationales palestiniennes qui menaient une lutte acharnée pour s'imposer sur la scène politique. Tandis que certains, à commencer par le Fath, acceptaient de suivre la voie tracée par les Etats-Unis, Hamas décida de s'y opposer dans une déclaration où il proclamait: *“avec sincérité, clarté, et solennité, son refus de toute rencontre avec James Baker, son refus de toute paix avec les Juifs et (jetait) sa malédiction sur toute main qui signerait l'acte de vente de la Palestine”*.¹³

Si ce refus catégorique s'explique par des considérations religieuses, les préoccupations politiques et stratégiques ont aussi pesé. Considérant, en effet, que la conjoncture internationale n'était pas favorable aux Palestiniens, Hamas estimait que le moment n'était pas propice pour engager des négociations avec l'ennemi. Dans la guerre du Golfe qui venait de se terminer, les Etats-Unis avaient montré toute leur puissance, l'Union soviétique sa faiblesse et les Etats arabes leurs divisions; seul Israël apparaissait en position de force.¹⁴

Bien que le processus de négociation ait bénéficié, à ses débuts, d'une large adhésion populaire, l'optimisme des Palestiniens n'a guère duré: les discussions ont, assez rapidement, rencontré de sérieux obstacles tandis qu'Israël renforçait sa politique “de main de fer” dans les Territoires occupés, amplifiant ainsi la désespérance chez les Palestiniens dont les conditions de vie, au quotidien, devenaient de plus en plus difficiles. Comme certains de ceux qui étaient, au départ, partisans de ces pourparlers avaient tendance à revenir sur leur position initiale, l'attitude ferme et constante des islamistes n'en a été, encore, que davantage apprécié. Hamas est ainsi devenu le mouvement le plus écouté des forces hostiles au processus.¹⁵

Hamas, d'ailleurs, assumera avec efficacité son rôle de leader de l'opposition en l'exploitant pour élargir encore son audience et son implantation. Ainsi, il lança une campagne de dénonciation des négociations dans une série de communiqués signés avec le FPLP et le FDPLP appelant à des grèves de contestation¹⁶ tout en poursuivant des opérations paramilitaires de résistance menées par les groupes de

Ezzedine Qassam, ce qui entrainera le bannissement par les autorités israéliennes de plus de quatre cents de ses militants vers le Sud-Liban.

Ces opérations et le bannissement eurent pour effet de renforcer la popularité de Hamas dans les Territoires occupés confortant ainsi, auprès de l'opinion publique palestinienne, la double légitimité du mouvement fondée sur le refus de Madrid et sur les actes de résistance tandis que, de leur côté, les négociateurs s'enlisaient.

Une telle évolution ne pouvait qu'inquiéter les partisans du Fath qui se retrouvaient ainsi sur la défensive. Sans doute une telle situation a-t-elle contribué à accélérer les choses en poussant Yasser Arafat à reprendre l'initiative d'une autre manière. D'où ces tractations secrètes à Oslo dans lesquelles le leader de l'OLP a accepté des concessions qu'il avait toujours refusées jusque là.

En créant une réalité politique nouvelle et en enclenchant une véritable dynamique, l'accord du 13 septembre a bouleversé les rapports de force en Palestine et placé Hamas dans une position d'autant plus difficile qu'il ne s'y attendait pas. Cet accord a, en effet, aussitôt bénéficié de l'adhésion d'une majorité de Palestiniens qui attendaient depuis si longtemps de voir leur situation changer; un sondage effectué à Gaza a montré que 65% des habitants étaient favorables à la Déclaration de principes et espéraient qu'elle entrainerait une amélioration de leur situation économique. Dès lors Hamas est redevenue une force d'opposition, au sens traditionnel du terme, acculée désormais à la défensive tandis que le Fath et Yasser Arafat retrouvaient une forte popularité.

Dans un autre sondage réalisé dans les Territoires, un mois après l'accord de Washington, le Fath recueillait le soutien d'environ 45% des Palestiniens se déclarant prêts à participer aux élections des membres du Conseil palestinien prévu par les accords; alors que Hamas n'était crédité que de 13% des intentions de vote. Même si la situation peut évoluer, le recul de l'audience de Hamas est donc très sensible.

Dans la mesure où ses prises de position sont fondées sur des principes religieux et confessionnels, il paraît très difficile d'envisager qu'il puisse en changer de manière substantielle. Or s'il reste sur cette ligne, il risque de perdre beaucoup sur le plan politique; il pourrait même être menacé d'une véritable marginalisation si la situation continuait de progresser dans un sens favorable au processus de paix. Il se retrouve ainsi devant un difficile dilemme: maintenir ses positions dogmatiques au risque de cette marginalisation ou accompagner le mouvement actuel au prix d'un renoncement à ses principes fondamentaux. Pour éviter d'avoir à choisir entre l'un ou l'autre des deux termes de cette alternative, Hamas devra avoir recours à toutes les ressources de son pragmatisme.

La "conservation de soi" constitue un souci permanent et un objectif primordial de tout groupement politique dont la poursuite est

d'autant plus aisée qu'elle se trouve compatible avec les principes et le programme du mouvement. En cas de contradiction, le mouvement choisit, le plus souvent, la sauvegarde de la permanence de ses structures et de son existence même à la fidélité à son programme; et, c'est pourquoi, dans l'immédiat, un des objectifs essentiels de Hamas est d'assurer la continuité et l'efficacité de son organisation.

La politique du "choix ouvert"

Dans les mois qui viennent, il est évident que rien n'est joué. Si les accords ont incontestablement permis de dépasser l'impasse dans laquelle on se trouvait il y a encore peu de temps, ils vont cependant à l'encontre de nombreuses revendications du mouvement national palestinien et leur mise en œuvre ne manquera pas de mettre la direction palestinienne dans une situation délicate. D'autant que le rapport de force dans la phase cruciale qui commence se caractérise par un déséquilibre au détriment des Palestiniens. Il faut donc s'attendre à de nombreux coups de théâtre qui auront des répercussions sur la scène palestinienne. Et dans cette perspective, on ne peut exclure que l'OLP ne se retrouve, à un moment donné, à son tour, sur la défensive.

Compte tenu de ces éléments, Hamas cherche à temporiser en attendant que la situation se décante car, pour lui, il est absolument primordial de préserver d'abord ses intérêts à long terme. Cette politique du "choix ouvert" laisse délibérément un certain flou dans les positions actuelles afin de ménager l'avenir et de ne pas oblitérer les chances de jouer un rôle de premier plan dans la société palestinienne. Cette politique peut tout aussi bien être interprétée comme la manifestation d'une stratégie globale du mouvement ou, au contraire, comme le signe de l'absence d'une telle stratégie en raison de l'apreté du débat qui diviserait les rangs de Hamas sur la conduite à tenir dans les circonstances présentes; contrairement à l'opinion couramment répandue, ce mouvement n'est pas une organisation autocratique au pouvoir centralisé: les tendances y sont nombreuses et les divergences fréquentes. On y trouve des radicaux et des modérés, des docteurs de la foi, des cheikhs et des technocrates, des conservateurs et des modernistes qui peuvent avoir des opinions bien différentes même si elles se réclament toutes de l'Islam. C'est pourquoi la prise de décision pour déterminer une ligne politique est toujours une opération compliquée et constamment renouvelée.

En fin de compte, cette politique "du choix ouvert" permet, à la fois, de concilier la prudence politique et la poursuite du débat interne tout en continuant des opérations paramilitaires de résistance sur le terrain.

Ce pragmatisme s'est traduit notamment par sa décision de ne pas

provoquer un combat interpalestinien en dépit de sa dénonciation de l'accord et de la déclaration de Abdelaziz Zeniti (un des fondateurs du mouvement, banni parmi les quatre cents au Sud-Liban) appelant à la poursuite de la lutte.¹⁷ Par ailleurs, un engagement d'honneur aurait été signé entre des représentants de Hamas et du Fath insistant sur la nécessité de ne pas recourir à la violence dans le débat politique et d'organiser ainsi, sur ces bases, la vie publique dans les Territoires. Il se dessine donc un assez large consensus pour que le pluralisme constitue un principe fondamental de la vie politique palestinienne. Dans cette perspective, Hamas a accepté l'invitation qui lui était adressée pour prendre part, au Yémen, à une réunion générale de tous les mouvements palestiniens afin de se concerter sur l'accord de paix, tout en insistant sur le fait qu'il refusait de rencontrer Yasser Arafat et Mahmoud Abbas — établissant ainsi une distinction entre les membres du Fath avec lesquels il est possible de discuter et les responsables de l'accord.

Un deuxième volet de cette politique du choix ouvert fut d'organiser une vaste campagne de sensibilisation auprès de l'opinion publique au cours de laquelle Hamas a multiplié les réunions, les conférences, les déclarations, les communiqués et les slogans pour dénoncer l'accord tout en suivant les moindres gestes de l'OLP et en guettant ses faux pas.

Un troisième aspect de cette tactique fut la décision de poursuivre la lutte armée et l'Intifada, contredisant ainsi l'engagement pris par l'OLP de renoncer à la violence; les attentats à la voiture piégée commis par les cellules Ezzedine Qassam ont été particulièrement meurtriers puisqu'ils ont fait plusieurs victimes, morts et blessés, dans les rangs israéliens. La poursuite de la lutte armée a non seulement pour objectif d'exercer une pression permanente sur les autorités israéliennes mais aussi de gêner la direction de l'OLP en la poussant à exiger publiquement l'arrêt de la violence — sachant bien qu'une telle demande serait mal reçue par une bonne partie de la population — et en démontrant ainsi que la centrale palestinienne n'a pas la maîtrise de la situation sur le terrain ni la moindre autorité sur les autres mouvements politiques palestiniens. Ces opérations violentes sont, par ailleurs, autant d'actes de provocation à l'égard des colons israéliens qui, par leurs réactions, maintiennent ouvert le dossier des implantations alors que l'accord n' a prévu de l'aborder que plus tard.

Ceci étant, bon nombre de militants du mouvement redoutent que la poursuite de la lutte armée ne soit une lame à double tranchant dans la mesure où elle renforce, chez l'ennemi, la conviction qu'il faut tout faire pour éliminer Hamas puisqu'il est totalement hostile à toute perspective de paix.¹⁸

Le quatrième volet de cette politique a été la tentative de créer, avec

les autres mouvements opposés au processus de paix, un cadre organisationnel susceptible de prendre la place de l'OLP; en raison du refus du FPLP et du FDPLP, cette tentative n'a cependant pas abouti. Quant au Front national démocratique islamique créé autour de l'opposition à l'accord, bien qu'il ait des perspectives limitées, surtout si la Syrie parvient à s'entendre avec Israël, il n'en demeure pas moins d'une importance capitale pour Hamas parce qu'il témoigne de sa capacité à faire les concessions nécessaires pour s'allier avec des groupes idéologiquement différents et, donc, de l'effectivité de son acceptation d'une pratique pluraliste.

Enfin le dernier volet, sans doute le plus révélateur du pragmatisme de Hamas, est son attitude ambiguë à propos des élections prévues dans l'accord du 13 septembre. Après s'être d'abord engagé à les boycotter et à rejeter toutes les structures administratives chargées de mettre en œuvre l'autonomie palestinienne, le cheikh Ahmed Yacine a annoncé, de sa prison, *"l'éventualité de la participation de Hamas aux élections si elles se déroulent sur la base d'une procédure régulière, car dans ce cas il s'agira de désigner vraiment les représentants du peuple"* ¹⁹. Ainsi Hamas se ménage une porte de sortie à tous les niveaux quelle que soit l'évolution de la situation. Cette ambiguïté comporte cependant le risque de porter atteinte à sa crédibilité dès lors que ce pragmatisme serait perçu comme de l'opportunisme. Mais là encore, l'ambivalence de l'attitude peut être le reflet d'un débat interne entre deux courants: l'un plaidant pour la participation afin de pas être complètement marginalisé à un moment décisif, l'autre insistant sur la nécessité vitale d'être cohérent par rapport au choix initial. Aucune de ces argumentations n'est d'ailleurs décisive car le risque de marginalisation existe dans tous les cas puisque rien ne garantit que le mouvement pourra recueillir un nombre élevé de suffrages. Entre ces deux pôles, il y a de nombreuses appréciations nuancées qui vont continuer à alimenter le débat dans les mois à venir. Dans ces conditions, il n'est pas exclu que Hamas adopte une position tactique de conciliation consistant à boycotter les élections en tant que mouvement tout en y participant, de manière indirecte, par un soutien accordé à des hommes indépendants proches de sa sensibilité. Cette éventualité dépendra, dans une large mesure, du mode de scrutin et de la procédure de présentation des candidats. Ce qui est certain, par ailleurs, c'est que Hamas continuera à se battre pour arracher un maximum de sièges dans les autres élections (syndicales, municipales, universitaires ou autres).

A l'avenir, s'il est fort probable que l'influence des trois autres partis de la mouvance islamiste demeurera limitée, Hamas, au contraire, compte tenu de ses capacités d'action et d'organisation devrait s'affirmer comme un des principaux acteurs de la vie politique palestinienne de la période historique qui s'annonce.

(Cet article, préparé pour Confluences, a été traduit par Anissa Barrak et Abderrahim Lamchichi).

Ali Jarbawi est professeur de science politique à l'Université de Bir-Zeit en Cisjordanie. Il est l'auteur de : *L'intifada et le leadership en Cisjordanie et dans la bande de Gaza*, Beyrouth, Dar Attaliaa, 1989 (en arabe).

Notes :

- 1 Parti de Libération Islamique: "Tout accord de paix avec les Juifs est nul et n'engage en rien les Musulmans", *Al Wae*, N° 55, février 1991 (en arabe).
- 2 D'après Iyad Al Barghouti, *Le mouvement islamiste palestinien et le nouvel ordre mondial*. (En arabe)
- 3 *Al Qods*, du 14/9/1993 (en arabe).
- 4 Idem, 16/10/1993.
- 5 Idem, 9/10/1993.
- 6 Idem, 16/10/1993.
- 7 La relation entre les hommes politiques et les docteurs de la foi a toujours été considérée comme un facteur de légitimation du pouvoir. Yasser Arafat a cherché à mettre en valeur cette relation dans les moments de crise. C'est ainsi que des photos le montrant avec le Cheikh Tamimi ont été publiées par les journaux paraissant dans les territoires occupés.
- 8 *Al Qods* du 13/9/1993 (en arabe).
- 9 Idem, 18/9/1993.
- 10 Rappelons que la Mosquée Al-Azhar du Caire avait soutenu et justifié la visite de Anouar Sadate en Israël ainsi que la signature des accords de Camp David.
- 11 Pour l'ensemble des résultats des élections locales dans les territoires occupés durant les années 1991 et 1992, se référer à:
 - Mahmoud Zahhar: "Le mouvement islamiste, réalités et chiffres, entre vérité et illusion", *Revue d'études palestiniennes*, N°13, Hiver 1993.
 - *Iyad Barghouti*: "Les élections au sein des institutions palestiniennes", Idem.
- 12 Nabil Haydari: "L'OLP et le mouvement Hamas. La lutte pour le pouvoir". Idem. Voir également le procès verbal de la réunion entre le Fatah et Hamas à Khartoum. Idem.
- 13 Hamas, Communiqué N° 73 en date du 21/4/1991.
- 14 Hamas, "Pourquoi nous refusons la conférence de paix", communiqué en date du 30/10/1991.
- 15 Ali Jarbawi: "Hamas: l'accès des frères musulmans à la légitimation politique". *Revue d'études palestiniennes*, N°13, Hiver 1993.
- 16 Le premier communiqué publié au nom du Groupe des Dix dans les territoires occupés daté du 17/9/1992 est à l'origine de la grève générale enclenchée le 23/9/1992 en signe de protestation contre le processus de paix.
- 17 *Al Qods* en date du 11/9/1993 (en arabe).
- 18 Richard W. Bulliet: "The future of the islamic movement", *Foreign Affairs*, Vol 72, N° 5 (novembre/décembre 1993).
- 19 *Al Qods* du 16/10/1993.